

Communiqué de presse

## Non aux bombardements des civils : Handicap International Suisse déjà soutenue par 30 parlementaires fédéraux

Genève, le 16 décembre 2021. 30 parlementaires fédéraux soutiennent le combat de Handicap International (HI) contre les bombardements des civils, alors que le dernier cycle de consultations pour une déclaration politique contre l'utilisation des armes explosives en zones peuplées aura lieu du 2 au 4 février 2022 au Palais des Nations à Genève. Ensemble, ils appellent la Suisse à adopter une position forte pour une meilleure protection de la population.

« Ce prochain cycle de négociations est l'espoir de voir aboutir le processus diplomatique auquel de nombreuses organisations humanitaires, dont HI, ont contribué. Nous devons nous assurer que le texte de la déclaration sera fort et aura un impact réel sur la protection des civils en situation de conflit. L'exclusion des armes explosives lourdes des zones peuplées doit devenir une norme internationale. Le bombardement des civils a des conséquences humanitaires dévastatrices que nous observons en Syrie, en Irak et au Yémen. Y mettre fin permettra de prévenir ou d'éviter de graves crises humanitaires » indique Elodie Sierro, responsable plaidoyer de Handicap International Suisse.

### La Suisse doit s'engager plus

En juin 2020, plusieurs membres de la Commission de politique extérieure du Conseil national, portés par Nicolas Walder, Conseiller national des Vert-e-s, demandaient déjà à ce que [la Suisse s'engage davantage dans le processus](#). « Il est inacceptable que le Conseil fédéral privilégie à ce point les activités militaires au détriment des victimes civiles qui sont de plus en plus nombreuses dans les conflits modernes » s'indignait alors Nicolas Walder.

Depuis cet automne, ce dernier invite les parlementaires fédéraux à se mobiliser avec HI pour que la Suisse signe la déclaration en 2022. Ce sont 30 parlementaires du Centre, du PLR, du PS, de l'UDC, des Vert-e-s et des Vert'libéraux qui ont répondu présents. « Tous les partis se mobilisent pour faire respecter ce droit universel. Preuve que la Suisse depositaire des Conventions de Genève peut jouer un rôle clé pour faire aboutir le processus visant à protéger les civils dans les zones de guerre et à fournir une assistance aux victimes explique Nicolas Walder. Nous appelons tous les autres parlementaires fédéraux à se mobiliser avec nous ! »

### Vers un accord historique

Ce troisième et dernier cycle de négociations, prévu du 2 au 4 février 2022, réunira des représentantes et représentants des États, des agences des Nations unies, des organisations internationales et de la société civile afin de finaliser le texte d'un accord international visant à

interdire l'utilisation des armes explosives lourdes en zones peuplées. Cet accord sera ensuite soumis à la signature des Etats.

Près de 70 pays, dont la Suisse, dirigés par l'Irlande, avaient participé aux deux autres cycles de consultations.

### **Des conséquences humanitaires dévastatrices**

Plus de 50 millions de personnes ont été affectées par les conflits dans les zones urbaines en 2020, selon le [rapport annuel du Secrétaire général de l'ONU](#), António Guterres, sur la protection des civils dans les zones de guerre, publié en mai 2021.

90% des personnes tuées et blessées par des armes explosives dans des zones peuplées sont des civils, selon [Action on Armed Violence](#). Les personnes blessées risquent de développer des handicaps à vie et de graves traumatismes psychologiques.

Les armes explosives ont également des effets dévastateurs à long terme. Elles détruisent les infrastructures qui fournissent des services essentiels tels que la santé, l'eau, l'électricité et l'assainissement, dont les civils dépendent fortement en période de conflit.

### **Elodie Sierro, responsable plaidoyer de HI Suisse et Nicolas Walder, Conseiller national des Vert-e-s sont à disposition pour des interviews.**

-----  
**A propos de Handicap International**

[Handicap International \(HI\)](#) est une association de solidarité internationale indépendante, qui intervient depuis près de 40 ans dans les situations de pauvreté et d'exclusion, de conflits et de catastrophes. Œuvrant aux côtés des personnes handicapées et vulnérabilisées, elle agit et témoigne pour répondre à leurs besoins essentiels et améliorer leurs conditions de vie. Elle s'engage à promouvoir le respect de leur dignité et de leurs droits fondamentaux.

Depuis sa création en 1982, HI a mis en place des programmes de développement dans près de 60 pays et intervient dans de nombreuses situations d'urgence. En janvier 2018, le réseau mondial Handicap International devient Humanité & Inclusion. Il comprend des associations nationales qui s'appellent « Handicap International » dans les pays d'Europe continentale (France, Allemagne, Suisse, Belgique et Luxembourg) et « Humanité & Inclusion » au Canada, aux Etats-Unis et au Royaume-Uni.

A Genève, [Broken Chair](#) symbolise sa lutte contre les armes explosives et les violences infligées aux populations lors des conflits armés. Créé par Daniel Berset sur demande de HI et installé face aux Nations unies, le monument est un défi adressé à la communauté internationale. Il lui rappelle ses obligations de respecter le Droit international humanitaire et de protéger les civils contre l'usage des armes explosives en zones peuplées.